

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

CIRCULAIRE INTERMINISTÉRIELLE N° 6/C/96-891 N° 302894/DEF/DFP

concernant l'application de l'article 3 des décret n° 96-394 du 7 mai 1996 et décret n° 96-433 du 17 mai 1996 relatifs au régime des pensions des ouvriers de l'Etat employés dans les services ou établissements du ministère de la défense, de la société nationale des poudres et explosifs (SNPE) et de la société nationale GIAT industries et concernant l'application de l'article 3 des décret n° 98-358 du 12 mai 1998 et décret n° 98-359 modifié du 12 mai 1998 relatifs à la cessation anticipée d'activité des ouvriers de l'Etat des services et établissements de la direction des constructions navales et des ouvriers de la société nationale GIAT industries placés sous le régime défini par le décret n° 90-582 du 9 juillet 1990 ».

Du 20 novembre 1996

CIRCULAIRE INTERMINISTÉRIELLE N° 6/C/96-891 N° 302894/DEF/DFP concernant l'application de l'article 3 des décret n° 96-394 du 7 mai 1996 et décret n° 96-433 du 17 mai 1996 relatifs au régime des pensions des ouvriers de l'Etat employés dans les services ou établissements du ministère de la défense, de la société nationale des poudres et explosifs (SNPE) et de la société nationale GIAT industries et concernant l'application de l'article 3 des décret n° 98-358 du 12 mai 1998 et décret n° 98-359 modifié du 12 mai 1998 relatifs à la cessation anticipée d'activité des ouvriers de l'Etat des services et établissements de la direction des constructions navales et des ouvriers de la société nationale GIAT industries placés sous le régime défini par le décret n° 90-582 du 9 juillet 1990 ».

Du 20 novembre 1996

NOR D E F P 9 6 5 9 3 2 7 J

Références :

Décret 96-394 du 07 mai 1996 (BOC, p. 2730)
Décret 96-433 du 17 mai 1996 (BOC, p 2731)
Décret 90-582 du 09 juillet 1990 (BOC, p. 2574).
Décret 98-358 du 12 mai 1998 (BOC, p. 2361)
Décret 98-359 du 12 mai 1998 (BOC, p. 2362) modifié.

Pièce(s) Jointe(s) :

Trois annexes.

Modifié par :

1er modificatif du 22 septembre 1998 (BOC, p 3859) NOR DEFP9859211C.
Circulaire interministérielle 6 /C/96-891 du 17 octobre 2001 (BOC, 2002, p. 992)
NOR DEFP0153171C.
Circulaire 6 /C/02-1661 du 26 juin 2002 (BOC,p. 5116) NOR DEFP0251365C.

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 363-2.4.

Référence de publication : BOC, p. 4828.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Le dispositif de cessation anticipé d'activité organisé jusqu'au 31 décembre 1995, par le décret 93-257 du 25 février 1993 (A) pour les ouvriers de l'Etat employés par les services ou établissements relevant du ministère de la défense et de la société nationale des poudres et explosifs (SNPE) et par le décret 93-420 du 22 mars 1993 (BOC, p 2261) pour ceux relevant de la société nationale GIAT industries, a été reconduit, jusqu'au 31 décembre 1998, par les décrets cités en référence.

Comme par le passé, les ouvriers de l'Etat, radiés des contrôles en application de ce dispositif, peuvent, le cas échéant, bénéficier d'allocations chômage, conformément à l'article L. 351-12 du code du travail dès lors qu'ils réunissent les conditions exigibles.

Toutefois, les décrets qui ont permis la prolongation du dispositif de cessation anticipé d'activité ont mis en œuvre une règle nouvelle visant à circonscrire le montant brut mensuel cumulé de l'allocation chômage et de

la pension de retraite brute (y compris la majoration pour enfants) perçues par l'intéressé à un niveau au plus égal au montant correspondant au douzième des émoluments annuels bruts ayant servi de base au calcul du montant de leur pension.

A cette fin, il sera procédé à un écrêtement du montant de la pension servie à due concurrence du dépassement constaté relativement aux émoluments de référence, de façon à ce que l'agent concerné ne perçoive pas au total un revenu de remplacement supérieur à son revenu d'activité.

Les dispositions de la présente circulaire précisent les modalités d'application de ces dispositions et les responsabilités de chacun des organismes chargés de leur mise en œuvre.

II. MODALITÉS D'APPLICATION.

Les dispositions de l'article 3 des décrets cités en référence s'appliquent aux arrérages de pensions dus à compter du 14 mai 1996 pour les ouvriers employés par le ministère de la défense ou la *SNPE* et à compter du 23 mai 1996 pour les ouvriers « sous décret » de la société *GIAT* industries. Elles concernent les pensions attribuées au titre des décret 96-394 du 07 mai 1996 et décret 96-433 du 17 mai 1996 et les pensions attribuées au titre des décret 93-257 du 25 février 1993 et décret 93-420 du 22 mars 1993 dès lors qu'elles sont perçues après les dates susmentionnées.

Les modalités d'application sont précisées dans l'annexe 1 ci-jointe.

A) Rôle de l'employeur.

La réduction opérée sur le montant des pensions versées aux intéressés, lorsque ceux-ci sont attributaires d'une allocation chômage, sera effectuée par la caisse des dépôts et consignations (*CDC*) au vu des informations transmises par l'employeur, prestataire de l'allocation chômage, au moyen du document joint en annexe 2.

Ainsi, les dossiers concernant les pensions de l'ensemble des ouvriers radiés des contrôles, pensionnés dans le cadre du dispositif des décrets de 1993 ou futurs pensionnés dont le dossier est en phase de constitution, percevant des allocations au titre du chômage, devront être impérativement complétés par les services gestionnaires, prestataires de ces allocations, en vue de faire apparaître les éléments d'informations suivants :

- l'état civil du pensionné (nom, prénom et date de naissance) et son numéro de pension ;
- si l'intéressé bénéficie de l'allocation chômage [ou *AUD* (allocation unique dégressive)] :
 - la date de début du versement ;
 - la date de fin de versement ;
 - la date de début de dégressivité ;
 - le montant journalier de l'allocation chômage perçu par l'intéressé après application de l'abattement.

Pour les nouveaux dossiers de pension, le document renseigné et signé par l'employeur devra être joint à la proposition de pension et transmis au service des pensions des armées situé à La Rochelle.

Pour les pensions attribuées au titre des décrets de 1993, le document complété et signé par l'employeur sera transmis à l'adresse suivante :

Caisse des dépôts et consignations

Branche caisse de retraite

Service PPAR1/cumuls

Rue du Vergne

33059 Bordeaux Cedex.

Chaque changement intervenant dans la situation de l'intéressé ⁽¹⁾ (hors revalorisation ou modification réglementaire prises en compte directement par la caisse des dépôts), susceptible d'entraîner une modification du versement de l'allocation chômage et, donc, de la pension devra être signalé à la caisse des dépôts, à l'adresse ci-dessus, au moyen du document joint en annexe 3.

Il en sera de même toutes les fois que l'allocation chômage perçue par l'intéressé sera soumise à l'application des coefficients de dégressivité liés notamment à la durée de perception de l'allocation chômage, à l'âge atteint par l'agent à la date d'ouverture des droits et au nombre d'heures travaillées précédant la période de cessation d'activité.

B) Rôle du service des pensions des armées.

Le service des pensions des armées, lors de l'examen de la proposition de pension, contrôle la présence du document figurant en annexe 2 dans le dossier du futur pensionné, en s'assurant notamment que les rubriques concernées sont dûment complétées. Après vérification, le document est transmis au contrôle local de la caisse des dépôts et consignations situé à La Rochelle.

Il est à noter que dans les cas où des avances sont accordées aux intéressés, le service des pensions des armées devra procéder impérativement à un codage permettant de distinguer les dossiers relevant du ministère de la défense (code 12) de ceux relevant de la société nationale *GIAT* industries (code 13).

C) Rôle de la caisse des dépôts [service gestionnaire du fonds spécial des pensions ouvrières des établissements industriels de l'Etat (FSPOEIE)].

Contrôle local de La Rochelle.

Si, au vu du document figurant dans le dossier, il apparaît que le retraité bénéficie de l'allocation chômage, le contrôleur apposera alors « un code état cumul » dans le système informatique.

Le dossier est ensuite transmis aux services de Bordeaux.

Traitement du cumul dans les services de Bordeaux.

D'une façon générale, il revient à la caisse des dépôts, sur la base des éléments transmis par les employeurs, de procéder aux opérations suivantes :

- contrôle du respect des dispositions de l'article 3 des décrets 96-394 du 07 mai 1996 et décret 96-433 du 17 mai 1996 relatives au cumul plafonné de l'allocation chômage et de la pension ;
- prise en compte des revalorisations trimestrielles des salaires des ouvriers de l'Etat dans l'appréciation du dernier revenu d'activité servant de plafond pour la détermination du cumul autorisé ;
- réduction de la pension, le cas échéant.

A cette fin, au vu du document transmis, la cellule compétente en matière de cumuls procède à la saisie des éléments dans le système informatique qui assure le calcul de la minoration de la pension correspondant et, le cas échéant, le calcul du trop versé entre la date d'effet du cumul et la date de traitement du dossier.

Dans ce dernier cas, le trop versé sera précompté sur la pension attribuée à raison de 20 p. 100 du montant perçu par l'intéressé ; le pensionné conserve toutefois la possibilité de se libérer de sa dette en une seule fois.

D) Mesure d'âge à 52 ans instituée par les décrets n° 98-358 et n° 98-359 modifié relatifs à la cessation anticipée d'activité respectivement des ouvriers de l'Etat des services et établissements de la direction des constructions navales et des ouvriers de la société nationale *GIAT* industries placés sous le régime défini par le décret 90-582 du 09 juillet 1990 .

Les modalités d'application des dispositions de l'article 3 des décret du 07 mai 1996 et décret du 17 mai 1996 précités prévues par la présente instruction et ses annexes s'appliquent également, à compter du 15 mai 1998, pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 3 des décret 98-358 du 12 mai 1998 et décret 98-359 du 12 mai 1998 modifié et à compter du 17 mars 2001 pour la mise en oeuvre des dispositions du décret 2001-229 du 15 mars 2001 décret 2002-445 du 26 mars 2002 .

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le contrôleur des armées, directeur de la fonction militaire et du personnel civil,

Dominique CONORT.

Pour le ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,

Denis MORIN.

(A) BOC, p 2641

(1) A savoir, notamment :

- une reprise partielle ou totale d'activité ;
- une action de formation rémunérée ;
- un congé de maladie entraînant le versement de prestations en espèces de la part du régime de sécurité sociale.

ANNEXE 1.
MODALITES D'APPLICATION DE LA REGLE DE CUMUL.

I. REGLES GENERALES.

Le montant de l'allocation chômage (*AUD*) pris en compte pour la détermination des règles de cumul sera arrêté sur une base mensuelle égale à trente jours. Cette option permettra d'éviter un traitement mensuel des dossiers sans que le pensionné se trouve lésé.

Le montant de l'*AUD* saisi sur les écrans informatiques ne sera pas modifié pendant la période correspondant au service d'une allocation chômage à taux plein (27 mois actuellement).

Le taux de revalorisation de l'*AUD* sera modifié annuellement par intervention directe dans le système informatique.

L'application de la règle de cumul prend fin au soixantième anniversaire de l'intéressé.

II. CHANGEMENTS DE SITUATION.

Tout changement de la situation du pensionné de nature à modifier les sommes versées au titre de l'*AUD* doit être signalé par l'employeur au moyen du document joint en annexe 3. Parmi les événements susceptibles d'entraîner de telles modifications, figurent notamment :

- les reprises partielles ou totales d'activité ;
- les actions de formation rémunérées ;
- les congés de maladie durant lesquels sont perçues des prestations en espèce de la sécurité sociale.

Des mises à jour seront alors opérées par la cellule compétente de la caisse des dépôts en matière de cumuls.

III. CARACTERE DEGRESSIF DE L'ALLOCATION CHOMAGE (*AUD*).

En l'état actuel de la réglementation, le montant servi au titre de l'*AUD* est affecté de coefficients de dégressivité qui interviennent à l'issue du vingt-septième mois (filiale n° 9 des convention et règlement UNEDIC du 01 janvier 1994). Il est ainsi pratiqué au taux dégressif de 8 p. 100 par période de quatre mois sur le montant de l'*AUD*, auquel peut prétendre l'intéressé.

Un document d'actualisation (cf. ANNEXE 3) devra être adressé à la caisse des dépôts par l'employeur toutes les fois qu'une nouvelle dégressivité sera opérée (soit, après 27 mois de perception de l'*AUD* puis 31 mois, 35 mois, 39 mois, ...).

IV. DIVERS.

La partie « trop-versée » résultant des délais entre la date d'effet du cumul et la date de traitement du dossier est précomptée sur la pension de l'intéressé jusqu'à ce que la dette soit définitivement éteinte.

ANNEXE 2.

Figure 1. Bénéficiaire du dispositif de la cessation anticipée d'activité relatif aux décret 93-257 du 25 février 1993 , décret 93-420 du 22 mars 1993 , décret 96-394 du 07 mai 1996 et décret 96-433 du 17 mai 1996 .

Bénéficiaire du dispositif de la cessation anticipée d'activité relatif aux décrets n° 93-257 du 25 février 1993, n° 93-420 du 22 mars 1993, n° 96-394 du 7 mai 1996 et n° 96-433 du 17 mai 1996.

LIQUIDATION DE LA PENSION.

NOM :
Prénom :
Date de naissance :
Numéro de pension :

☐ L'intéressé ne bénéficie pas de l'AUD.

☐ L'intéressé bénéficie de l'AUD : dans ce cas, compléter les rubriques ci-dessous.

Date de début du versement de l'AUD :
Date de début de la dégressivité :

Montant journalier brut de l'AUD après abattement (règles UNEDIC) :
A la date du

A _____, le

Signature et cachet de l'établissement,

ANNEXE 3.

Figure 2. Bénéficiaire du dispositif de la cessation anticipée d'activité relatif aux décret 93-257 du 25 février 1993 , décret 93-420 du 22 mars 1993 , décret 96-394 du 07 mai 1996 et décret 96-433 du 17 mai 1996 et percevant l'allocation unique dégressive (AUD).

Bénéficiaire du dispositif de la cessation anticipée d'activité relatif aux décrets n° 93-257 du 25 février 1993, n° 93-420 du 22 mars 1993, n° 96-394 du 7 mai 1996 et n° 96-433 du 17 mai 1996 et percevant l'allocation unique dégressive (AUD).

ACTUALISATION.

NOM :
Prénom :
Date de naissance :
Numéro de pension :

MOTIFS DE L'INTERRUPTION DE L'AUD.

☐ Congé maladie ☐ Reprise d'activité ☐ Autres

Période d'interruption : Durée :

Montant de l'AUD servi :

DEGRESSIVITE DE L'AUD.

Nouveau montant journalier servi :

Fin de période de ce montant :

A

, le

Signature et cachet de l'établissement,